

## Référendum sur la Constitution du Burundi : l'OLUCOME en appelle au Facilitateur

@rib News, 19/12/2017  
Objet : Demande à l'Union africaine, à l'Union Européenne, aux Nations Unies et plus particulièrement à l'East African Community, d'agir le plus rapidement possible  
Excellence Monsieur le Co-Facilitateur  
En date du 27 novembre au 8 décembre 2017, s'est tenu une 4<sup>ème</sup> session du dialogue inter burundais externe à Arusha plus précisément à Ngurdoto en Tanzanie sous votre Facilitation.

Les principaux acteurs politiques, les représentants des partis politiques, des groupes religieux, de la société civile, des femmes et des médias du Burundi ont pris part à cette session et ont abouti à des points de convergence et de divergence sur les 8 questions étudiées dans 4 groupes. Par rapport à la constitution du Burundi, le point de convergence (n°c) était un engagement vis-à-vis de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi. La Constitution du Burundi en tant que fondement d'une paix, sécurité et stabilité durables alors que le point de divergence (n°d) était le respect du droit souverain des burundais de modifier la constitution. Toutefois, une telle modification devrait être inclusive et constituer le produit d'un consensus. Lire l'intégralité de la Lettre

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});